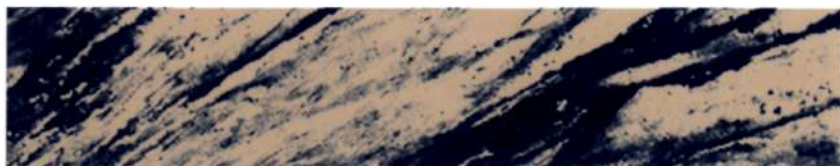


Revue critique de droit international privé



DIRECTEURS

Paul Lagarde
Bertrand Ancel

RÉDACTEUR EN CHEF

Horatia Muir Watt

DALLOZ

SOMMAIRE DU N° 3-2011

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

- Dominique TURPIN. — La loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité : de l'art de profiter de la transposition des directives pour durcir les prescriptions nationales499
- Sylvain BOLLEE. — Le droit français de l'arbitrage international après le décret n° 2011-48 du 13 janvier 2011553
- Mathias AUDIT. — Aspects internationaux de la responsabilité des agences de notation581

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Contrôle d'identité. — Article 78-2, alinéa 4, du Code de procédure pénale. — Etranger en situation irrégulière. — Zone Schengen. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 23 février 2011, note Karine Parrot, p. 603

III. — CONFLITS DE LOIS.

Conflit interne de lois. — Nouvelle Calédonie. — Epoux de statut civil coutumier kanak. — Dissolution coutumière du mariage. — Prestation compensatoire (non). — Silence de la coutume. — Absence de contrariété à l'ordre public et à l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme (convention EDH). — Clause coloniale (article 63 devenu article 56 de la Convention EDH). — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 1^{er} décembre 2010, note Valérie Parisot, p. 610

Loi de police. — Loi du 31 décembre 1975. — Action directe. — Cession de créances par l'entrepreneur principal. — Inopposabilité au sous-traitant. — Cour de cassation (Ch. com.), 27 avril 2011, rapport de Mlle le conseiller Maître Pierre et note Marie-Elodie Ancel, p. 624

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Insolvabilité. — Accord de SWAP. — Clause FLIP. — Validité. — Conflit de décisions. — Transaction. — Cour d'appel d'Angleterre et du Pays de Galles, 6 novembre 2009 ; Tribunal des faillites des Etats Unis (District sud de New York), 25 janvier 2010, note Horatia Muir Watt, p. 662

Mariage. — Capacité à contracter mariage. — Reconnaissance des actes étrangers de célébration ou de dissolution du mariage. — Conflits de systèmes. — Droits acquis à l'étranger et reconnaissance des situations. — Droit à la vie privée et familiale (art. 8 Conv. EDH). — Cour européenne des droits de l'homme (4^e sect.), 6 juillet 2010, note Louis d'Avout, p. 665

Aliments. — Exécution forcée. — Coopération judiciaire. — Droit au procès équitable (art. 6, § 1, Conv. EDH). — Convention de New York du 20 juin 1956. — Cour européenne des droits de l'homme, 18 novembre 2010, note Louis d'Avout, p. 675

Kafala. — Jugement algérien. — Cessation (demande des parents en restitution des droits parentaux). — 2^e Règlement n° 2201/2003 Bruxelles II bis. — Compétence. — Applicabilité *ratione materiae*. — Résidence habituelle des enfants en France. — 3^e Loi appliquée. — Convention de La Haye de 1961 sur la protection des mineurs. — Compétence de la loi française. — Adaptation. — Délégation d'autorité parentale. — Cour d'appel de Limoges (Ch. civ.), 25 janvier 2011, note Fabien Marchadier, p. 686

Arbitrage international. — Notion. — Opération ne se dénouant pas économiquement dans un seul Etat. — Mouvements de fonds au-delà des frontières. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 26 janvier 2011, note Malik Laazouzi, p. 704

Immunité de juridiction. — Etat étranger. — Décision sur fin de non-recevoir. — Pourvoi en cassation. — Recevabilité immédiate. 2^e Immunité de juridiction. — Etat étranger. — Procédure de la mise en état. — Juge de la mise en état. — Compétence. — Exclusion. — Renvoi au juge du fond. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 9 mars 2011, note Hélène Gaudement-Tallon, p. 716

Etat des personnes. — Filiation. — Gestation pour autrui. — Convention conclue et exécutée à l'étranger. — Ordre public international. — Indisponibilité de l'état des personnes. — Principe essentiel. — Absence d'effet en France. — 2^e Actes de l'état civil. — Enfants nés en Californie. —

Convention de mère porteuse. — Actes de naissance dressés à l'étranger. — Transcription sur les registres français. — Nullité de la transcription. — 3^e) *Possession d'état*. — Enfant né au Minnesota. — Convention de mère porteuse. — Etablissement de la filiation. — Résidence en France des intéressés. — Possession d'état équivoque. — Absence d'effet en France. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 6 avril 2011 (2 arrêts), note Petra Hammje, p. 722

V. — UNION EUROPÉENNE.

.....

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits:

.....

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits:

Arbitrage international. — Décret n° 2011-48 du 13 janvier 2011 portant réforme de l'arbitrage, p. 745

Etrangers. — *Directive retour*. — *Application directe*. — Avis du Conseil d'Etat du 21 mars 2011, p. 750

Immigration. — *Nationalité*. — Loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité, p. 751

Revenu de solidarité active. — *Demandeur étranger*. — *Condition de séjour*. — *Principe d'égalité*. — Décision n° 2011-137 QPC du 17 juin 2011, p. 780

III. — Union européenne.

Libre circulation des travailleurs. — Règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union, p. 783

IV. — Informations diverses.

.....

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — Livres. — RAUSCHER (Thomas), *Europaisches Zivilprozess- und Kollisionsrecht EuZPR/EuIPR*. Kommentar (Paul Lagarde), p. 795. — DAUGAREILH (Isabelle), *Responsabilité sociale de l'entreprise transnationale et globalisation de l'économie* (Horatia Muir Watt), p. 799